EXTRAIT DES REGISTRES DES DELIBERATIONS DU BUREAU DE LA METROPOLE AIX-MARSEILLE-PROVENCE

Séance du 19 octobre 2017

Monsieur Jean-Claude GAUDIN, Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, a ouvert la séance à laquelle ont été présents 23 membres.

Etaient présents Mesdames et Messieurs :

Béatrice ALIPHAT - Martial ALVAREZ - Sylvia BARTHELEMY - François BERNARDINI - Roland BLUM - Patrick BORÉ - Martine CESARI - Frédéric COLLART - Georges CRISTIANI - Arlette FRUCTUS - Alexandre GALLESE - Danièle GARCIA - Jean-Claude GAUDIN - Gérard GAZAY - Roland GIBERTI - Bernard JACQUIER - Eric LE DISSÈS - Danielle MILON - Jean MONTAGNAC - Roland MOUREN - Henri PONS - Georges ROSSO - Michel ROUX.

Etaient absents et représentés Mesdames et Messieurs :

Maryse JOISSAINS MASINI représentée par Alexandre GALLESE.

Etaient absents et excusés Mesdames et Messieurs :

Christophe AMALRIC - Gérard BRAMOULLÉ - Gaby CHARROUX - Daniel GAGNON - Nicolas ISNARD - Richard MALLIÉ - Pascal MONTECOT - Jean-Pierre SERRUS - Martine VASSAL.

Monsieur le Président a proposé au Bureau de la Métropole d'accepter les conclusions exposées ci-après et de les convertir en délibération.

ENV 013-2622/17/BM

■ Approbation de la charte nationale EcoQuartier en soutien à «l'Ecoquartier 112, cœur de Métropole» porté par l'EPA Euroméditerranée MET 17/4926/BM

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence sur proposition du Commissaire Rapporteur soumet au Bureau de la Métropole le rapport suivant :

Dans son rôle d'aménageur, l'EPA Euroméditerranée acquiert des terrains, notamment via l'Etablissement Public Foncier (l'EPF), prend en charge l'aménagement des espaces publics et établit les programmes de construction. Les terrains sont cédés à des partenaires ou des opérateurs sur la base d'un cahier des charges programmatique et architectural.

Par son engagement dans la démarche EcoCité, l'EPA Euroméditerranée a souhaité amplifier son ambition et se positionner en « laboratoire de la ville durable méditerranéenne ».

L'objectif étant de construire un modèle intégré et exemplaire d'aménagement et d'architecture en climat méditerranéen reproductible au niveau métropolitain.

L'EcoCité permet ainsi d'expérimenter, dans une démarche pragmatique et opérationnelle, les bonnes pratiques qui pourront être exportées, non seulement à l'échelle de la Ville et du territoire Métropolitain mais aussi sur les deux rives de la Méditerranée.

Marseille doit, en effet, faire face comme les autres Métropoles du littoral méditerranéen, à des enjeux sociaux et environnementaux importants (gestion des risques d'inondation, mobilité...) accrus par le réchauffement climatique en cours.

L'EcoCité constitue ainsi, depuis plusieurs années, une opération de référence pour la Méditerranée, vitrine du savoir-faire local et national en la matière, contribuant ainsi au rayonnement métropolitain.

Pour promouvoir les initiatives vertueuses dans les territoires, l'État a lancé dès 2008, la démarche EcoQuartier, concrétisée en décembre 2012, par la création du label national EcoQuartier. Le label EcoQuartier se fonde sur 20 engagements rassemblés dans la Charte des EcoQuartiers. Ces 20 engagements peuvent s'appliquer à toute opération d'aménagement durable, indépendamment de sa taille et de son contexte territorial et géographique.

Signé le 19 Octobre 2017

Reçu au Contrôle de légalité le 03 novembre 2017

Le label n'est pas une norme et ne propose pas de modèle unique.

Il a été conçu comme un outil, permettant la contextualisation et l'adaptation de la démarche à tout type de territoire, quelle que soit sa taille, son contexte, son histoire, sa culture et à tous les stades d'avancement du projet.

Levier vers la ville durable, le label EcoQuartier permet d'encourager, d'accompagner et de valoriser des projets d'aménagement et d'urbanisme réellement durables.

Transposable, évolutif, le label ÉcoQuartier incite au progrès et permet de réinterroger son projet au fil du temps, de le faire évoluer en accord avec les principes de la charte ÉcoQuartier.

Le territoire présenté par Euromed à la labellisation EcoQuartier, appelée « Ecoquartier 112 » se situe sur le périmètre de l'Ecocité étendu en 2007. Cette zone de 170 hectares est enserrée entre les emprises du port, la gare de fret ferroviaire du Canet et des axes primaires routiers et autoroutiers. Le périmètre est sous-densifié, avec des emprises industrielles encore en activité ou vides, dont les coûts de dépollution sont très élevés. La zone présente peu d'habitants : environ 3.000 personnes au sein du principal noyau villageois, celui des Crottes.

Les opérations marquantes sur ce périmètre sont :

- *Ilot Allar*, élément démonstrateur de l'EcoQuartier, il fera figure de « totem » des principes éprouvés à une échelle réduite,
- *Boucle à eau de mer*, construction d'un système de chauffage/refroidissement basé sur une énergie renouvelable, et devant, à terme, alimenter l'ensemble de l'EcoQuartier,
- *Prolongation des TCSP*, création d'un lien réel entre le centre et les quartiers nord,
- *Parc des Aygalades, 14 hectares de verdure à proximité immédiate* de l'EcoQuartier ayant pour vertu de limiter le phénomène d'îlot de chaleur urbain.

La signature de la charte Ecoquartier, document standard de la démarche, et objet de cette délibération, constitue la première étape pour tous les prétendants au label.

Cette charte décrit les différentes étapes du label et mentionne un par un les 20 engagements de la démarche répartis en 4 « dimensions » :

- Démarche et processus,
- Cadre de vie et usages,
- Développement territorial,
- Environnement et climat.

Les autres étapes du label sont :

- Etape 2 : l'Ecoquartier en chantier, (le passage à cette étape peut être demandé par les lauréats, une fois les études achevées et les chantiers engagés)
- Etape 3 : l'Ecoquartier livré
- Etape 4 : l'EcoQuartier confirmé (3 ans après l'obtention du label, la structure porteuse mesure la tenue de ses engagements dans le temps).

Telles sont les raisons qui nous incitent à proposer au Bureau de la Métropole de prendre la délibération ci-après :

Le Bureau de la Métropole Aix-Marseille-Provence,

Vu

- Le Code Général des Collectivités Territoriales ;
- Le Code de l'Environnement ;
- La loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles ;
- La loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République ;
- La loi sur l'air n°96-1236 du 30 décembre 1996, sur l'air et l'utilisation rationnelle de l'énergie (LAURE) ;
- Le décret n° 2015-1085 du 28 août 2015 portant création de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;

Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 03 novembre 2017

- Le décret n° 2015-1520 du 23 novembre 2015 portant fixation des limites des territoires de la Métropole Aix-Marseille-Provence ;
- La délibération n° MET 16 /1623 /CM du 17 octobre 2016 du Conseil de la Métropole approuvant les modalités et principes pour l'élaboration du Plan Climat-Air-Energie métropolitain;
- La délibération n° MET 16/1576/BM du 17 octobre 2016 du Bureau de la Métropole approuvant une convention cadre avec l'EPA Euroméditerranée, la Caisse des dépôts et consignations et la ville de Marseille pour le programme d'Investissements d'Avenir – Ville de demain- de l'Ecocité de Marseille ;

Où le rapport ci-dessus,

Entendues les conclusions du Commissaire Rapporteur,

Considérant

- Que l'ambition de l'EPA Euroméditerranée ainsi que l'ensemble de ses partenaires techniques est parfaitement conforme aux orientations « Climat, Air, Energie » de la Métropole Aix-Marseille-Provence,
- Que cette délibération s'inscrit dans la continuité du partenariat entre la Métropole et Euromed entériné par la délibération n° MET 16/1576/BM du 17 octobre 2016 du Bureau de la Métropole d'Aix-Marseille-Provence d'approbation d'une convention cadre avec l'EPA Euroméditerranée, la Caisse des dépôts et consignations et la ville de Marseille pour le programme d'Investissements d'Avenir – Ville de demain- de l'Ecocité de Marseille.

Délibère

Article 1 :

Est approuvée la démarche de soutien à « l'Ecoquartier 112, cœur de Métropole ».

Article 2 :

Monsieur le Président de la Métropole Aix-Marseille-Provence, ou son représentant, est autorisé à signer la charte ci-annexée.

Cette proposition mise aux voix est adoptée.

Certifié Conforme,
Le Conseiller Délégué
Stratégie environnementale,
Plan climat, Prévention des risques

Alexandre GALLESE

Signé le 19 Octobre 2017
Reçu au Contrôle de légalité le 03 novembre 2017